Plan Rénovation Energétique des Bâtiments





MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

www.ecologique-solidaire.gouv.fr

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

www.cohesion-territoires.gouv.fr

Constat

45 %

PART DU SECTEUR RÉSIDENTIEL-TERTIAIRE DANS LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE



3,8 millions

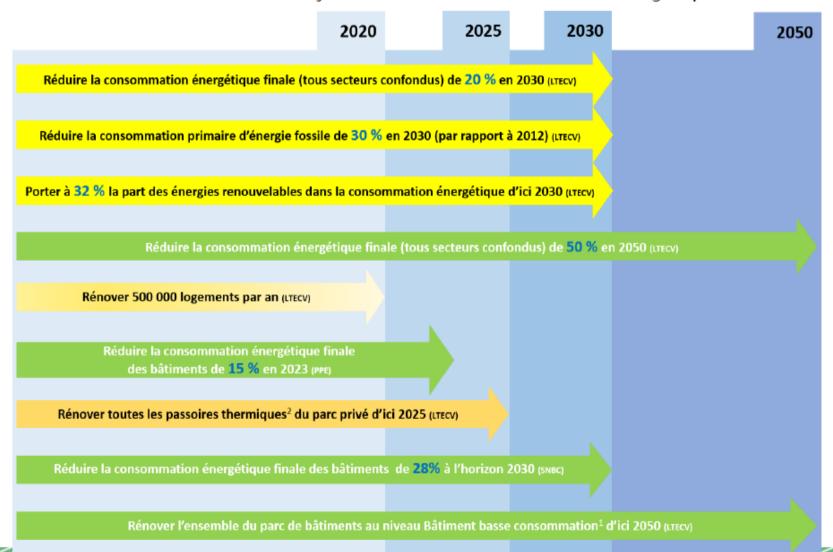
MÉNAGES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



27%

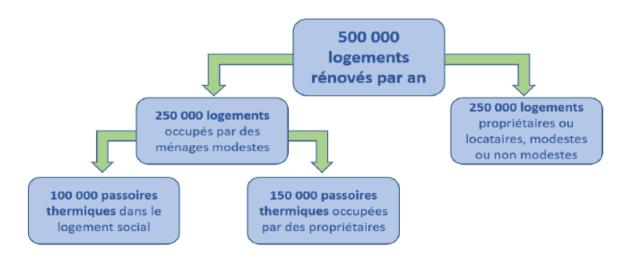
PART DU SECTEUR RESIDENTIEL / TERTIAIRE DANS LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE 14%
DES MÉNAGES ONT FROID
DANS LEUR LOGEMENT EN
HIVFR

Avec la loi relative à la transition énergétique et la croissance verte (LTECV), la stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la France s'est fixé de nombreux objectifs en matière de rénovation énergétique :



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE / MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Cet objectif s'inscrit dans l'objectif national de rénovation thermique de 500 000 logements par an, dont la moitié occupés par des ménages aux revenus modestes. Il est couplé à l'objectif de rénovation de 100 000 logements sociaux chaque année, permettant d'atteindre 250 000 logements occupés par des personnes aux revenus modestes, conformément à l'objectif de la LTECV. Les 250 000 autres rénovations sont réalisées par les propriétaires, occupants ou bailleurs, dans le reste du parc, sous l'impulsion notamment de la réglementation et des aides incitatives.



3 mois de concertation 3 mois de mobilisation

600+ contributions: 90 % particuliers / 10 % professionnels

50+ réunions de présentations dans les territoires métropole et outre-mer

Mobilisation forte des collectivités

Échanges permanents avec les fédérations professionnelles

Implication du Conseil Supérieur de la Construction et de l'Efficacité Énergétique, du Plan Bâtiment Durable, du Conseil National de la Transition Écologique

Nomination de 2 animateurs fortement engagés dans la démarche Marjolaine Meynier-Millefert et Alain Maugard

3 mois de concertation 3 mois d'enseignements

Des objectifs environnementaux et sociaux partagés par tous

Les usages d'abord!

Changer les messages pour rendre la rénovation énergétique désirable

Améliorer la connaissance : politique publique data driven

Rénover vite ou rénover pour longtemps ?

Il n'y a pas une seule réponse à tous les problèmes

La confiance, la confiance et encore la confiance

Les territoires sont la clé d'entrée

Idées force et mesures phares

Donner envie

Communication. Sensibilisation. Exemplarité des bâtiments publics.

Donner confiance

Fiabilisation du DPE. Formation. Révision du RGE. Simplification des aides. Signature commune. Service public

Inciter tous les publics

Propriétaires occupants. Parc social. Copropriétés. Propriétaires bailleurs. Tertiaire, privé et public.

Lutter en priorité contre la précarité énergétique ANAH. CEE précarité. Lancement du FGRE.

Innover et faire différemment

Numérique, mesure de la performance, process.

AAP CEE. Mission bâtiments publics. Opérations territorialisées.

UN PLAN QUI COMPREND

12 ACTIONS

٠.....

4_{AXES}

Axe 1

Faire de la rénovation énergétique des bâtiments une priorité nationale avec des objectifs clairs, des données accessibles et un pilotage associant tous les acteurs

Axe 3

Accélérer la rénovation et les économies d'énergie des bâtiments tertiaires, en particulier du parc public

Axe 2

Créer les conditions de la massification de la rénovation des logements et lutter en priorité contre la précarité énergétique

Axe 4

Accélérer la montée en compétence et les innovations de la filière de la rénovation des bâtiments

Les moyens

Crédit d'impôt :

de l'ordre de 1 Md€ / an

Tertiaire public : Grand Plan d'Investissement 1.8Md€ + Caisse des Dépôts et Consignation 3Md€ sur 5 ans

Agence Nationale de l'Habitat :

1,2 Md€ / 5 ans

Logement social : 3Md€ / 5ans

Certificats d'Économie d'énergie :

environ 5 Md€ sur 3 ans (soit 80 %) vers le bâtiment

Certificats d'Économie d'énergie programmes :

+200M€ pour Fonds de Garantie, éducationsensibilisation, formation des professionnels, innovation et politiques territoriales sur 3 ans

Point sur les actions « territoriales » (1/2)

Bâtiments de l'Etat

Rénovation des cités administratives : compilation des audits par la DIE fin 2018. Sélection et premier calendrier des projets début 2019.

Bâtiments des collectivités locales

Convention Etat-CDC signée. Animation et appui DR CDC-DR Ademe auprès des collectivités en cours de déploiement.

Opérations territorialisées « modèles »

- Opérations programmées expérimentales inspirées des OPAH de l'ANAH à sélectionner en fonction de leur potentiel d'industrialisation, de replicabilité ou des méthodes de ciblage innovantes.
- AAP via les programme des Certificats d'Economie d'Energies ouvert depuis le 23/05. Première vague de réponses d'éventuels porteurs (collectivités) attendue avant le 15/07

Point sur les actions « territoriales » (2/2)

La mise en place du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH)

• Volonté conjointe MCT-MTES d'un système de contractualisation d'une enveloppe, issue de la TICPE, avec les collectivités, avec notamment unification des réseaux PRIS.

Fonds et processus de contractualisation seraient portés par l'Ademe.

• En cours d'arbitrage d'ici juillet 2018, y compris missions incluses. Idem pour programme CEE finançant les PTRE.

Animation du lien collectivités / acteurs du marché des CEE

- Besoin de mieux faire dialoguer les collectivités (acteurs du « service public », PTRE, etc.) et les acteurs de l'offre privée, notamment des CEE
- Processus d'animation en cours de conception avec appui du Plan Bâtiment Durable

Autres actions « phares » en cours

Campagne de communication de l'Ademe

Lancement grand public le 10/09.

Présentation du concept de la « signature commune » aux acteurs (collectivités, pros, etc.) et échanges le 07/06 avec le Plan Bâtiment Durable et l'Ademe.

Prime-CITE et éco-PTZ

GT éco-PTZ terminé.

Prime-CITE : travail en cours avec l'ASP pour mettre en place la prime Arbitrages budgétaires à venir (juin) qui permettront de préciser les barèmes.

Convention FEEBAT

Accord trouvé entre les parties prenantes : formation initiale, méthodes innovantes de formation et cofinancement de Rénove (RGE). Signature imminente.

Révision du label RGE

GT nationaux en cours. Harmonisation des labels, amélioration des contrôles et de la qualité, avis consommateurs. Conclusions attendues en juillet.

AAP programme CEE

Sensibilisation des publics scolaires. Formation des professionnels de l'immobilier. Opérations territorialisées modèles (logements et bâtiments publics). Innovation. Lancé le 23/05. Première vague de réponses pour le 15/07.

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE / MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES - 12 -

Merci de votre attention



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

www.cohesion-territoires.gouv.fr